LE PARTI DE ALI BENFLIS MET EN GARDE :

«Le régime prévoit une véritable machine de guerre contre l'opposition»

Le parti de Ali Benflis, Talaie El Houriet, réunissait son bureau politique samedi dernier à Alger et à l'issue duquel, il rend public un communiqué incendiaire contre la démarche du pouvoir, tant au plan politique qu'économique. De la dernière révision constitutionnelle au nouveau modèle de croissance économique, en passant par la loi électorale, le parti de Benflis en dresse un bilan cinglant et sans concessions !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ainsi, «A l'entame de ses travaux et dans le cadre d'un échange de vues sur la situation générale prévalant dans le pays, le bureau politique a focalisé son attention sur le nouveau modèle de croissance économique annoncé par le Conseil des ministres réuni le 26 juillet 2016», lit-on dans le communiqué. S'en suit une série de constats et de critiques acerbes à l'encontre du «modèle», et de son auteur, le régime ! «le bureau politique a relevé la persistance du régime politique en place à traiter les grands dossiers nationaux dans l'opacité la plus totale, comme cela a été le cas récemment avec l'amnistie fiscale déguisée et l'emprunt national et, aujourd'hui, avec un prétendu nouveau modèle de croissance».

Pour le parti, ce projet se caractérise par l'opacité la plus totale. Aussi, «le régime politique en place en réduit la présentation à un livre de recettes éculées et à un catalogue de vœux pieux, très loin de correspondre à la gravité exceptionnelle de la situation socio-économique actuelle». Toujours selon le même communiqué, «la présentation faite du prétendu nouveau modèle de croissance observe un silence troublant quant au contenu, aux échéanciers, aux instruments et aux objectifs mesurables et vérifiables de ce modèle, ce qui, en soi, révèle que le régime politique en place procède toujours par improvisation et par tâtonnement».

Intervenant sur le tard, dans un contexte de disette, ce modèle «extrêmement coûteux (…) aurait été au moins compréhensible au moment de l'embellie financière qui avait offert au régime l'occasion qu'il n'a pas su saisir d'associer dans une même stratégie économique rénovée les nécessaires réformes structurelles et l'exploitation des gisements de croissance économiques disponibles dans le pays».

De manière plus générale, le parti de Benflis relèvera que «le système économique actuel constitue, de par sa nature archaïque et dysfonctionnelle, la principale entrave à la croissance ainsi qu'en témoigne de manière irrécusable les niveaux remarquablement bas qu'elle n'a pu dépasser en dépit de l'injection massive de ressources financières à travers les différents plans de relance décidés tout au long des dix dernières années». Il s'agit, in fine, d'un «système économique, hostile à la croissance : sa conception clientéliste de la gestion économique, son utilisation de l'acte économique comme moyen de rétribution des allégeances et des sanctions des critiques et des insoumissions, son népotisme qui ne laisse pas de place à la rationalité économique, son caractère réfractaire au changement et à la réforme et la corruption généralisée (…)».

Photo :Samir Sid

Ali Benflis, président de Talaie El Houriet.

Tout compte fait, le communiqué en conclut «qu'il serait vain d'attendre d'un système politique archaïque qu'il produise un système économique rénové et rénovant, tout comme il serait illusoire d'attendre de la performance, de la compétitivité et de la croissance soutenue d'un système économique dont les nombreux dysfonctionnements structurels sont eux-mêmes autant d'entraves dissuasives à la croissances et au développement».

Au plan politique, ce n'est guère mieux, et le parti de Benflis use du même ton acerbe pour en dresser le bilan. Il cite , en l'occurrence, «la dernière révision constitutionnelle qui, en violation de toutes ses promesses, n'a servi au bout du compte qu'à offrir soit un nouvel ancrage juridique, soit une nouvelle couverture politique aux nouvelles vagues de restrictions des droits et des libertés, à la dénaturation du pluralisme politique et à l'amélioration du rendement de la tricherie politique et de la fraude électorale».

Plus en détail, le communiqué cite aussi la nouvelle loi organique sur le régime électoral, «qui est venue conforter l'hégémonie politique des clientèles du régime politique en place qui met en elles tous les espoirs pour se reproduire, se reconduire et se perpétuer». Idem pour la loi organique sur l'instance de surveillance des élections qui, elle, «est venue conforter comme jamais auparavant la mainmise exclusive de l'appareil politico-administratif sur la gestion des processus électoraux tout comme elle est venue ajouter de nouveaux foyers de fraude à ceux déjà existants».

L'une et l'autre loi, «prises ensemble, poursuit le communiqué, représentent une véritable machine de guerre contre l'opposition nationale à laquelle le régime en place est déterminé à imposer une compétition politique déloyale dont il fixe les conditions, établit les règles et prédétermine les résultats en persistant à recourir de manière éhontée à la tricherie politique et à la fraude électorale».

A la veille d'importantes échéances électorales, l'ancien chef du gouvernement et candidat aux présidentielles de 2004 et 2014 sait, parfaitement, que le pouvoir ne fait jamais rien au hasard, s'agissant des dispositifs appelés à régir les élections.

K. A.

LE SNAPEST ORGANISE SON UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

«La rentrée sociale sera chaude»

Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique Snapest a choisi le lycée Frantz-Fanon dans la wilaya de Boumerdès – ancien fief de Meziane Meriane, coordinateur national de cette organisation — pour organiser les 7, 8 et 9 de ce mois sa 10e université d'été dédiée à la formation syndicale.

Devant un parterre de délégués venus de 40 wilayas et des syndicalistes invités à l'instar des syndicalistes tunisiens de l'Organisation du travail, Meziane Meriane a fait une intervention suivie d'un point de presse axés sur deux dossiers à savoir la situation sociale des travailleurs et fonctionnaires et ses revendications sur les réformes du système éducatif national qu'il qualifie de sinistré.

Notre pouvoir d'achat et nos acquis sociaux sont agressés

Meriane n'hésite pas à faire de l'expertise en économie pour argumenter ses dénonciations quant à la gestion du pays et soutenir ses revendications au sujet du pouvoir d'achat des fonctionnaires et travailleurs.

L'orateur commence par imputer la responsabilité de cette situation sociale difficile que traverse le pays aux dirigeants du pays. Il assénera à ce propos : «En dehors de l'inflation qui est galopante et que le gouvernement n'arrive pas à contrôler, en dehors de la dévaluation du dinar, je dirais, que nous, en tant que citoyens de ce pays, nous n'avons pas géré et nous ne sommes pas responsables de la dilapidation de plus de 700 milliards de dollars. Cette situation pousse, malheureusement, notre pays vers les portes du FMI (Fond monétaire international ndlr).»

Au sujet de la révision de la loi sur la retraite anticipée et la retraite à l'issue de 32 ans de service, ironique le numéro un du Snapest lâchera : «Je commence par remercier ironiquement le gouvernement de nous avoir donné l'occasion de nous rassembler et trouver un dénominateur commun comme nous a, par le passé, rassemblé le statut particulier en 2010.

Nous allons effectivement riposter contre la décision de l'amendement du décret 97/13 qui concerne la retraite anticipée et à 32 ans sans limite d'âge. Pour les 17 syndicats autonomes, c'est une atteinte à un acquis social. Pour nous, il est impossible de toucher à cet acquis.»

Rappelant la responsabilité du gouvernement dans cette crise économique qui touche de plein fouet la classe moyenne, donc les enseignants, Meriane estime que l'absence de la diversification de l'économie laisse le pays suspendu aux fluctuations des prix des hydrocarbures citant, en outre, l'inflation et la dévaluation du dinar qui absorbent le pouvoir d'achat dans notre pays.

Explication : «Actuellement, l'enseignant touche 10 000 000 de centimes mais, comparativement au salaire des années 1980 du même enseignant qu'on ne comptabilisait que par milliers de centimes, l'ancien salaire était beaucoup plus appréciable que le salaire d'aujourd'hui. En effet, dans les années 1980, le marché était maîtrisé et l'inflation très faible. Nous nous considérons donc comme agressés et dans toute agression il y a réaction. Si, maintenant, les dossiers que j'ai évoqués plus haut ne sont pas pris en charge, nécessairement la rentrée sociale sera chaude.» Meriane est probablement le seul syndicaliste du secteur de l'éducation nationale qui sort des sentiers battus et balisés et qui affiche, sans ombrage, ses choix en matière d'orientation de l'école algérienne «où s'exercent l'objectivité et la rigueur des disciplines scientifiques et non idéologiques et du parti pris qui forment les esprits obtus qui mènent au chaos», dira-t-il dans son discours d'ouverture. Et d'ajouter : «Pour le développement de notre pays, le meilleur investissement d'avenir reste une école créatrice de renaissance. Notre école doit être moderne, tout en restant audacieuse et imaginative. Elle doit diffuser et enseigner la maîtrise des sciences et techniques. Elle doit développer chez l'enfant l'esprit critique et d'analyse.»

Photo : DR

Meziane Meriane.

Les dirigeants du pays partagent-ils le rêve de Meriane ? Nous rappelions plus haut que Meriane revenait dans son fief de Boumerdès. En effet, dans les années 1980 et 1990, il était enseignant au lycée technique de Dellys à l'extrême est de la wilaya de Boumerdès.

En 2003, il a initié, avec quelques enseignants, la création du Cnapest dont il a assumé la Coordination nationale pendant plusieurs années.

Toujours en 2003, *Le Soir d'Algérie* a été le premier journal à lui consacrer un espace au sujet de l'émergence de ce nouveau syndicat autonome. Meriane a, plus tard, quitté, le Cnapest, pour divergences politiques et se consacra à la création et la structuration du Snapest.

Abachi L.